

LES FRAIS POUR LE SOUTIEN DES SERVICES COMMUNS

Les frais pour les services communs à l'étranger (FSCE) sont entrés en vigueur le 1^{er} avril 2002 afin de financer la capacité de soutien des services communs dans les missions. Les FSCE sont appliqués de la même manière à tous les ministères partenaires (incluant le MAECD), qui ont des postes diplomatiques et consulaires à l'étranger, et pour lesquels le MAECD fournit des services communs. En mars 2009, le MAECD a présenté au Conseil du Trésor une

modification à la politique existante sur les FSCE, ayant pour objectif de recouvrer pleinement tous les coûts directs et indirects liés à la croissance progressive du personnel affectés aux programmes, et ce, sans égard au lieu de prestation. Puis, des frais majorés de services communs à l'étranger ont été par la suite mis en place; ils ont été présentés aux partenaires et approuvés par le Conseil des sous-ministres adjoints sur la représentation à l'étranger en juillet 2009. Ils sont entrés en vigueur, rétroactivement, le 1^{er} avril 2009.

FIGURE 33

Frais pour les services communs à l'étranger, 2013-2014 – MAECD et partenaires

	Financement 2013-2014 (en dollars)
Solde d'ouverture	3 047 352 \$
Solde d'ouverture MAECD, Entrées de fonds*	
Direction de l'éducation internationale et de la jeunesse (GLE)	-75 100
Direction générale de l'Europe et l'Eurasie (GUD)	8 800
Direction générale de l'Afrique et du Maghreb (GFD)	210 000
Direction générale de l'Asie du Sud, du Sud-Est et de l'Océanie (GSD)	35 000
Direction générale des programmes et des opérations de l'Amérique du Nord (GND)	37 500
Direction générale des ressources humaines ministérielles et opérationnelles (HSD)	122 800
Direction générale du Moyen-Orient (GMD)	183 840
Groupe de travail pour la stabilisation et la reconstruction (IRD)	261 200
Direction générale des opérations consulaires (CND)	49 200
Total partiel – MAECD, entrées de fonds	833 240 \$
Autres partenaires – Entrées de fonds*	
Agriculture et Agroalimentaire Canada	42 500
Agence canadienne de développement international**	-70 700
Agence des services frontaliers du Canada	35 000
Citoyenneté et Immigration Canada	-455 900
Commission canadienne de sûreté nucléaire	53 000
Défense nationale	274 200
Gendarmerie royale du Canada	26 500
Ministère de la Justice Canada	-78 400

suite à la page suivante